

Revue de presse du 1 au 15 février 2021

EUROPE

Union européenne

Frontex.....	2
Commission européenne	2

Pays membres de l'Union européenne

Espagne.....	3
Italie.....	3
Grèce.....	4

AFRIQUE

Libye.....	4
------------	---

EUROPE

Union européenne

Frontex

- **Les Jours**, [Le lobby sans frontières de Thalès](#), le 14 février 2021 [FR].
- **Le Monde**, [L'Agence européenne des garde-frontières, à nouveau mise en cause pour ses liens avec des lobbyistes](#), le 5 février 2021 [FR].
- **Euractiv**, [La paradoja de Frontex : cada vez más poderosa pero menos transparente](#), le 19 février 2021 [ES].

L'agence Frontex fait de nouveau l'objet d'accusations, non plus seulement pour ses pratiques de refoulements, mais pour ses liens opaques avec les lobbyistes de l'industrie de l'armement et de la surveillance des frontières. L'ONG *Corporate Europe Observatory* (CEO) démontre dans un rapport que les réunions entre Frontex et 108 entreprises spécialisées dans la défense ne respectent pas les règles de transparence, ces entreprises n'étant pas recensées auprès du Parlement européen. Il est également reproché à Frontex de faire fi du respect des droits humains concernant les technologies de surveillance intrusives et agressives, en attribuant des marchés au secteur privé de la défense. Des multinationales, telles que Thalès, profitent de l'expansion des moyens de Frontex, ainsi que de la sécurisation croissante des frontières européennes en commercialisant radars, drones et systèmes biométriques de reconnaissance faciale.

Commission européenne

- **EL Watan**, [Une très décevante Europe en Méditerranée](#), le 15 février 2021 [FR].
- **La Croix**, [L'Union européenne revoit sa politique de voisinage dans la Méditerranée](#), le 10 février 2021 [FR]¹.

La Commission européenne a présenté le mardi 9 février le « Nouvel Agenda pour la Méditerranée » dont le financement à hauteur de 7 milliards d'euros injectés pour la période 2021-2027, sera destiné à renforcer le partenariat euro-africain dans le contrôle des frontières. Il sera également destiné à l'accompagnement à « la transition démocratique, climatique, et le soutien à la paix ». Le commissaire au voisinage et à l'élargissement, Olivier Varhelyi, indique que ce programme a pour but « d'apporter des changements réels sur le terrain » et « selon les intérêts communs avec les voisins du Sud ». À l'inverse des objectifs mentionnés, la stratégie de coopération avec les pays du Sud suscite les critiques. Ce plan faussement novateur répond en priorité au besoin de l'UE de contenir la migration « irrégulière ».

¹ Article réservé aux abonné·e·s

Pays membres de l'Union européenne

Espagne

- **Jeune Afrique**, [Maroc-Espagne : violences policières dans un centre d'hébergement de migrants mineurs](#), 9 février 2021 [FR].

Une vidéo filmée le 31 janvier 2021 dans un centre d'hébergement de mineur·e·s demandeur·euse·s d'asile situé sur l'archipel des îles Canaries, dévoile des violences policières à l'encontre de mineur·e·s marocain·e·s. Parmi les violences visibles, des gifles et des coups ont été assénés par des agents de la police nationale espagnole sur des mineur·e·s forcé·e·s de rester assis·e·s. Trois jours plus tard et à la suite de la diffusion de cette vidéo, Rabat exigeait de l'ambassadeur d'Espagne au Maroc d'appliquer « des mesures disciplinaires proportionnées », tant les images violentes étaient jugées « inacceptables ». L'ambassadeur espagnol s'est alors engagé à sanctionner la gravité de ces actes violents.

- **La Libre**, [Asile et Migration – Un incendie dans un camp de migrants au sud de l'Espagne laisse 200 personnes sans abri](#), 15 février 2021 [FR].
- **InfoMigrants**, [Un incendie détruit une partie du camp de migrants de Nijar](#), 15 février 2021 [FR].

Un incendie a détruit une dizaine de logements de migrant·e·s dans le bidonville de Nijar, dans le sud de l'Espagne, dans la nuit du 13 février 2021. Cet accident laisse environ 200 personnes, majoritairement originaires du Maroc et de l'Afrique Subsaharienne, sans-abri. Les personnes qui y résidaient travaillaient dans les serres agricoles d'Almeria. Les autorités espagnoles ont indiqué que l'origine de l'incendie restait inconnue. Loin d'être le premier incendie recensé, cet accident interpelle sur les conditions de vie insalubres des populations migrantes, et plus particulièrement en période de pandémie. Main-d'œuvre essentielle dans la production des fruits et des légumes en Europe, celle-ci est non seulement dépourvue du droit au séjour mais aussi de conditions de vie dignes et décentes.

Italie

- **La Croix**, [Migrants : l'Ocean Viking accoste en Italie avec 422 rescapés à son bord](#), le 9 février 2021 [FR].
- **Franceinfo**, [Avec 422 personnes à bord, le navire humanitaire « Ocean Viking » cherche « en urgence un port sûr »](#), le 7 février 2021 [FR].

Le navire *Ocean Viking* de l'ONG SOS Méditerranée a obtenu l'autorisation de débarquer 422 personnes dans le port d'Augusta, en Sicile, soit deux jours après la formulation de la demande effectuée auprès des autorités. Les migrant·e·s à bord originaires d'Afrique fuyaient les violences, le travail forcé et la détention arbitraire en Libye. SOS Méditerranée a recensé des bébés, des enfants, des femmes, et des mineur·e·s isolé·e·s parmi les migrant·e·s secouru·e·s. L'« effort » fourni pour réduire les délais en vue d'accepter le débarquement des navires d'ONG dans un port européen demeure ainsi insuffisant face à l'absence d'opérations de sauvetage en mer menée par l'UE et ses États membres. De plus, la criminalisation de la solidarité exercée sur les ONG humanitaires portant secours aux exilé·e·s par plusieurs États ne fait qu'augmenter le nombre de décès en mer Méditerranée.

Grèce

- **Daily Sabah**, [Greece denies fresh claims on migrants pushbacks](#), le 15 février 2021 [FR].

Le 14 février 2021, le ministre grec des migrations a rejeté les accusations de pratiques de refoulements vers la frontière turque, et cela malgré les preuves recueillies dans le cadre d'enquêtes d'ONG et de médias d'investigation dénonçant les pratiques de refoulement en mer Égée courant octobre 2020. Le Ministre a ajouté que ces accusations sont « une stratégie de propagation de *fake news* encouragée par le gouvernement turc via l'instrumentalisation des ONG de défense des droits et des réseaux de passeurs » et qu'il n'était pas possible d'établir la véracité de ces accusations. Cependant, les résultats de l'enquête menée en interne par Frontex ne sont pas fiables, tant son fonctionnement est opaque. La crédibilité de l'enquête menée par Frontex est d'autant plus entachée qu'elle fait déjà l'objet d'une perquisition par l'Office Européen de Lutte Antifraude (OLAF), pour son implication conjointe avec les garde-frontières grecs dans les refoulements vers la Turquie.

AFRIQUE

Libye

- **InfoMigrants**, [Plus de 1 500 migrants interceptés en une semaine au large des côtes libyennes](#), le 11 février 2021 [FR].
- **InfoMigrants**, [Après quatre ans d'accord avec la Libye, des ONG dénoncent une Italie « alliée » d'un pays où souffrent les migrants](#), le 4 février 2021 [FR].

En une semaine et jusqu'au 10 février 2021, 1 500 migrant·e·s ont été intercepté·e·s par les garde-côtes libyens, dont 240 au cours d'une opération, au large de la ville de Khoms (120 km à l'est de Tripoli). Face à la perspective d'être renvoyé·e·s en centre de détention, une majorité de migrant·e·s se sont opposé·e·s à être embarqué·e·s par les soi-disant garde-côtes libyens. Les personnes exilées souhaitent être secouru·e·s par les bateaux humanitaires d'ONG plutôt que d'être renvoyé·e·s en Libye. Dans un entretien du 4 février 2021 réalisé par InfoMigrants, le responsable des affaires humanitaires de Médecins Sans Frontières (MSF Italie) évoque le coût humain désastreux de l'accord d'externalisation du contrôle des migrations avec les autorités libyennes. Selon lui, la détention illégale et arbitraire des migrant·e·s violenté·e·s et torturé·e·s dans des camps officieux dirigés par des milices libyennes, met en cause la responsabilité de l'Italie face au traitement inhumain réservé aux exilé·e·s. À cela s'ajoute la guerre civile qui perdure depuis la chute du régime de Mouammar Khadafi, faisant de la Libye un pays notoirement « non-sûr » pour les personnes exilées.